



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°24– Du 7 juillet au 13 juillet 2023

En bref

Afghanistan : Les citoyens afghans appellent à la levée des restrictions sur les retraits bancaires, imposées depuis deux ans.

Bangladesh : Les ouvertures de lettres de crédit diminuent de 27% en 2022-23 par rapport à 2021-22. Un consortium danois propose un projet d'éolien offshore pour 1,3 Md USD. La part des foyers connectés à l'internet fixe atteint 38% en 2022, 60% pour l'internet mobile. Forte baisse des ventes de téléphones mobiles assemblés localement.

Bhoutan : Analyse des données d'importation du Bhoutan pour le premier trimestre 2023. L'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 3,4% en mai dernier.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : L'Inde, deuxième économie mondiale d'ici 2075 selon Goldman Sachs. La hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente plus vite que prévu en juin, à 4,81%. La production industrielle augmente de 5,2% en glissement annuel en mai. *Politique commerciale* : Foxconn poursuit son projet indien sans Vedanta. L'Inde explore la possibilité d'un accord de libre-échange panafricain.

Maldives : Résultats du recensement 2022. Croissance de 5,5% au T1 en glissement annuel.

Népal : La Banque asiatique de Développement octroie deux nouveaux prêts au Népal.

Pakistan : Le Conseil d'administration du FMI approuve l'accord de confirmation (stand-by arrangement - SBA) de 3 Mds USD pour le Pakistan. Les équipes du FMI ont rencontré les différents partis politiques afin de s'assurer qu'il existe un consensus transpartisan concernant le SBA. Augmentation des réserves de la banque centrale (State Bank of Pakistan - SBP) à la faveur du dépôt de 2 Mds USD de l'Arabie saoudite et de 1 Md USD des Emirats arabes unis. L'agence de notation Fitch Ratings a relevé la note Pakistan de "CCC-" à "CCC". Selon le Rapport annuel de stabilité financière de la SBP pour l'année calendaire 2022, le secteur bancaire a été résilient à la dégradation de la conjoncture économique. SBP : Une année 2022 difficile pour les entreprises de la microfinance. Le Premier ministre crée le « Conseil spécial de facilitation des investissements » (SFIC) qui orchestre la « politique pakistanaise de l'investissement » (PIP) notamment dans le secteur agricole.

Sri Lanka : Sélection des conseillers financiers pour la restructuration de sept entreprises publiques. Le Conseil des ministres approuve l'octroi d'une subvention française de 600.000 EUR (FASEP) pour la surveillance des déversements de pétrole en mer.

Afghanistan

Les citoyens afghans appellent à la levée des restrictions sur les retraits bancaires, imposées depuis deux ans

Les restrictions sur les retraits bancaires sont au cœur des critiques, pointées du doigt comme étant une entrave à la croissance économique, deux ans après leur mise en place à la suite d'une directive de la Banque centrale, Da Afghanistan Bank (DAB).

Les citoyens du pays ont exprimé leur mécontentement, en déclarant que ces restrictions sont la cause de difficultés considérables dans leur vie quotidienne, les employeurs n'étant parfois plus en mesure de payer les salaires, et les ménages d'assumer leurs dépenses quotidiennes, étant à court de numéraire.

La DAB a pris acte de ces préoccupations et a fait part de ses efforts pour faciliter les retraits pour les détenteurs de compte bancaire. En effet, elle a précédemment augmenté la limite de retrait hebdomadaire de 30 000 AFN à 50 000 AFN, soit l'équivalent de 580 USD.

Certaines banques privées se sont avancées en affirmant que les restrictions seraient levées dans les mois à venir. Les économistes ont souligné l'importance pour les banques d'offrir de meilleurs services, des produits standardisés et une meilleure transparence afin de restaurer la confiance de la population.

Bangladesh

Les ouvertures de lettres de crédit diminuent de 27% en 2022-23 par rapport à 2021-22

Alors qu'un total de 94 Mds USD de lettres de crédit (LC) a été ouvert au cours de l'exercice fiscal 2021-22, ce montant est tombé à 69 Mds USD en 2022-23, soit une baisse de 27 % en un an, et revient à son niveau de 2020-21 (67 Mds USD).

Sur la période de juillet 2022 à avril 2023 pour laquelle les données détaillées sont disponibles, la plus forte contraction des ouvertures de lettres de crédit (LC) concerne les importations de machines (-50%), alors que la catégorie des produits énergétiques enregistre une faible croissance (+2%) : la croissance de l'ouverture de LC pour l'importation de pétrole raffiné (+30%) et le charbon (+28%) est portée par l'augmentation des cours mondiaux, notamment sur la deuxième moitié de 2022.

Alors que la baisse des projets d'importation de machines peut être le fait d'un report des investissements de la part des industriels en attendant des conditions plus favorables (crédit, inflation, taux de change), la baisse des ouvertures de lettres de crédit des matières premières pour l'industrie (-32% sur les trois premiers trimestres), notamment pour la filière du prêt-à-porter, pourrait signaler un ralentissement de la production.

D'autres facteurs contribuent à expliquer cette baisse, tels qu'une attention accrue de la Banque Centrale pour éviter les pratiques de sur- et sous-facturation ou encore la baisse des prix.

Un consortium danois propose un projet d'éolien offshore pour 1,3 Md USD

Le fonds d'investissement danois Copenhagen Infrastructure Partners (CIP) et l'entreprise danoise Copenhagen Offshore Partners (COP), en partenariat avec Summit Group (Bangladesh-Singapour) ont transmis au Gouvernement du Bangladesh une proposition de construire un champ éolien offshore au large du golfe du Bengale. Le projet, d'une capacité de 500MW, représenterait un investissement de 1,3 Md USD.

Cette nouvelle intervient deux mois seulement après la signature d'un contrat entre le ministère de l'Énergie et un consortium international pour étudier le potentiel de l'éolien en mer, avec un financement de la Banque asiatique de Développement.

La part des foyers connectés à l'internet fixe atteint 38% en 2022, 60% pour l'internet mobile

Le Bangladesh Bureau of Statistics (BBS) a mené pour la première fois une enquête sur le niveau

d'accès et à l'usage des moyens de télécommunications par les foyers (« Survey on Access and Use of ICT at the Household and Individual Level » disponible sur le site du BBS).

Sur la pénétration des téléphones sur le marché bangladais, alors que 97% des ménages ont un téléphone mobile, ce pourcentage tombe à 52% pour les smartphones en moyenne au Bangladesh, et à 32% dans le district de Rajshahi. Ainsi, près de 22 millions de foyers (un foyer accueilli en moyenne entre 4 et 4,5 personnes) ont au moins un smartphone. Le taux d'accès à l'internet mobile serait d'environ 60% des ménages.

Dans le même temps, seulement 9% des foyers possèdent au moins un ordinateur, avec de grandes disparités entre régions rurales (3%) et zones urbaines (25%). La part des foyers connecté à l'internet fixe atteint 38% en 2022.

Enfin, 62% disposent d'un téléviseur.

Forte baisse des ventes de téléphones mobiles assemblés localement

D'après les données de la Bangladesh Telecommunications Regulatory Commission (BTRC), les ventes de téléphones mobiles ont été divisées par deux sur les cinq premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2022.

Les ventes en janvier-mai 2023 atteignent 8M de pièces, dont 30% sont des mobiles 4G (25M). Sur la période janvier-mai 2022, elles avaient culminé à 16M de mobiles, avec une proportion légèrement plus importante de smartphones compatibles 4G (35%). Cette baisse serait la conséquence de l'inflation, accentuée par la dépréciation du taka et de la hausse de la TVA votée dans le budget 2022-23 qui aurait bénéficié au marché noir.

Depuis le vote d'exemptions fiscales pour cette industrie dès 2017-18, quinze usines d'assemblage ont été mises sur pied, créant près de 15000 emplois. Samsung, Vivo, Realme, Oppo et Nokia font partie des entreprises qui assemblent au Bangladesh pour le marché local.

Bhoutan

Analyse des données d'importation du Bhoutan pour le premier trimestre 2023

Le dernier rapport du Bureau national des statistiques bhoutanais révèle la structure des échanges commerciaux du pays et l'ordre de classement des principaux fournisseurs du Bhoutan pour le premier trimestre 2023. Naturellement, l'Inde occupe la première place avec des importations d'un montant de 273 M USD. Les deux pays entretiennent des liens économiques étroits, renforcés par leur proximité géographique. En outre, l'Inde apporte un soutien logistique crucial au commerce du Bhoutan.

Loin derrière, Hong Kong arrive en deuxième position, avec des importations d'une valeur de 11 M USD, liée à sa position stratégique de centre financier et commercial en Asie, suivi de Singapour qui occupe la troisième place, avec des importations de 10,5 M USD. La Chine arrive en quatrième position avec des importations d'une valeur de 10,4 M USD.

Du côté des exportations, l'Inde est également le premier client du Bhoutan, avec un montant d'exportation équivalent à 81,5 M USD, 16 M USD pour le Bangladesh et 8 M USD pour l'Italie.

L'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 3,4% en mai dernier

Le Bureau national des statistiques a publié son rapport mensuel sur l'indice des prix à la consommation, qui atteint 3,4 % en mai (en g.a.). Les prix des produits alimentaires et non-alimentaires ont augmenté de 3,2%, enregistrant un fléchissement de respectivement 0,4% et 1,5% par rapport aux mois d'avril et mars 2023. Cette réduction est principalement imputable au ralentissement de la croissance des prix des denrées alimentaires.



Inde

Indicateurs macroéconomiques

L'Inde, deuxième économie mondiale d'ici 2075 selon Goldman Sachs

Selon un rapport de Goldman Sachs, l'Inde devrait devenir la deuxième économie mondiale d'ici 2075 avec un PIB estimé à 52.500 Mds USD, dépassant le Japon (7.500 Mds USD), la Zone Euro (30.300 Mds USD) et même les États-Unis (51.500 Mds USD), juste derrière la Chine (57.000 Mds USD). Actuellement cinquième économie mondiale, l'Inde devrait bénéficier de dynamiques démographiques favorables. En effet, dans les vingt prochaines années, son ratio de dépendance, c'est-à-dire sa population à charge (jeunes et personnes âgées) rapportée à sa population d'âge actif, sera l'un des plus faibles au monde. Toutefois, pour récolter les fruits du dividende démographique et tirer profit de cette fenêtre d'opportunité, le pays devra encourager la participation de sa main-d'œuvre, notamment féminine (seulement 23 % des femmes participent au marché du travail), et améliorer le niveau de compétences de sa population pour accroître la productivité du travail.

Parmi les autres moteurs de croissance, le rapport cite également la hausse du capital disponible pour investir, la bonne santé financière des entreprises qui devrait encourager l'investissement privé, et l'innovation.

Sur le fond, le compte courant reste déficitaire mais la progression des exportations de services contribue à le réduire. Le cadre macroéconomique a tendance à se renforcer mais reste très vulnérable aux prix des matières premières.

La hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente plus vite que prévu en juin, à 4,81%

Après avoir enregistré un ralentissement au cours des quatre mois précédents, l'évolution de l'IPC

s'est de nouveau accélérée en juin, passant de 4,30 % en g.a. en mai à 4,81 % en juin, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires.

En effet, les prix des légumes, en particulier des tomates, ont connu une hausse plus importante que prévu en Inde ces dernières semaines. Selon certains économistes, l'inflation pourrait atteindre 5,5 % au cours du trimestre juillet-septembre. Si la flambée des prix des légumes se poursuit, l'IPC de juillet pourrait atteindre 6,0 %. Les pluies non saisonnières et les dommages aux cultures dans certaines régions du pays ont contribué à cette hausse des prix, avec une augmentation de 160 % des prix des tomates en glissement mensuel au cours de la première semaine de juillet. Même si les prix des tomates commencent à baisser, l'inflation effective devrait rester élevée, ce qui pourrait avoir des implications sur le séquençage de l'évolution des taux directeurs au cours des prochains mois.

L'inflation reste toutefois en-deçà de la fourchette haute de cible de la RBI, à savoir 6,0 %. L'inflation sous-jacente (hors composantes volatiles que sont les prix du pétrole et des produits alimentaires) a continué de fléchir. Il conviendra de voir dans quelle mesure le choc ponctuel sur les produits alimentaires sera appréhendé lors du prochain examen de la politique monétaire, lors du MPC prévu au début du mois prochain.

La production industrielle augmente de 5,2% en glissement annuel en mai

Le rebond de la production industrielle s'est vu confirmé au mois de mai, comme le reflète l'augmentation de 5,2% de celle-ci, après la hausse enregistrée en avril (et révisée en hausse de 4,2% à 4,5% en g.a.). L'indice de production industrielle s'inscrirait désormais 14% au-dessus de son niveau de janvier 2020. Le rebond récent de l'indice tient principalement à l'augmentation de la production de biens d'équipement, liée notamment au programme de relance de l'investissement en infrastructure. Cette sous-composante de l'indice s'inscrit désormais à quelque 40% au-dessus de la valeur qui était la sienne en janvier 2020. Un autre facteur de la hausse tient à la baisse des prix des

consommations intermédiaires, qui a permis aux industriels d'augmenter leurs marges.

Politique commerciale

Foxconn poursuit son projet indien sans Vedanta

Dix mois seulement après leur pacte, Foxconn, le sous-traitant historique d'Apple, fait marche arrière sur sa coentreprise avec le conglomérat indien Vedanta. Le géant taïwanais se retire du projet de 19,5 Mds USD qui consistait à mettre en place des usines de production de semi-conducteurs dans l'Etat du Gujarat. Ce projet aurait théoriquement permis d'assurer à l'Inde une meilleure autonomie d'approvisionnement dans cette technologie essentielle à la production d'une multitude d'appareils électroniques, des machines à café aux voitures électriques.

Mardi, le lendemain de l'annonce du retrait, Foxconn a déclaré que les deux parties reconnaissaient que "le projet n'avancait pas assez vite" et qu'il y avait d'autres "lacunes difficiles que nous n'avons pas pu surmonter sans heurts", sans donner plus de détails. Par ailleurs, dans le même communiqué, Foxconn a déclaré qu'il n'aurait pas à constater de pertes liées à la coentreprise car il n'a pas "injecté de capital ou d'actifs fixes".

Au lendemain de sa séparation d'avec Vedanta, Foxconn a annoncé son intention de demander des mesures d'incitation dans le cadre du plan indien de production de semi-conducteurs. L'entreprise a déclaré mardi qu'elle travaillait à l'élaboration d'une demande dans le cadre du *Modified Programme for Semiconductors and Display Fab Ecosystem* de l'Inde, un plan de 10 Mds USD offrant des incitations allant jusqu'à 50 % des coûts d'investissement pour les projets de fabrication de semi-conducteurs et d'écrans, a rapporté Reuters.

La société taïwanaise Foxconn a fait savoir au gouvernement indien qu'elle souhaitait établir au moins quatre à cinq lignes de fabrication de semi-conducteurs en Inde. En effet, Foxconn aurait informé le ministère de l'électronique et des technologies de l'information des détails d'au moins deux protocoles d'accord qu'elle a

signés avec des partenaires technologiques, d'après un haut fonctionnaire du gouvernement.

L'Inde explore la possibilité d'un accord de libre-échange panafricain

L'Inde envisage un accord de libre-échange panafricain, compte tenu de sa présence croissante en Afrique, du volume des échanges commerciaux (98 Mds USD) et des investissements indiens (75 Mds USD) réalisés dans ce continent. Le ministre des Affaires étrangères indien, le Dr S. Jaishankar, a exprimé cette intention lors d'une rencontre avec la diaspora indienne et la communauté des affaires en Tanzanie, soulignant l'amitié de longue date entre les deux pays et leur potentiel de développement conjoint.

L'Afrique est devenue le deuxième bénéficiaire des crédits indiens, avec 42 pays africains ayant reçu environ 32 Mds USD au cours de la dernière décennie.

L'Inde cherche à rattraper la Chine et à établir des hubs régionaux en Afrique pour faciliter les échanges et les investissements. La Tanzanie est considérée comme un partenaire stratégique important en raison de ses liens historiques avec l'Inde et de son rôle potentiel de point d'entrée sur le marché africain. De plus, l'Inde explore la possibilité de réaliser des transactions commerciales en monnaie locale avec la Tanzanie.

Enfin, l'Inde a signé un protocole d'accord pour établir le premier campus de l'Institut indien de technologie (IIT) à Zanzibar, avec l'objectif de le positionner comme une institution panafricaine d'éducation et d'excellence technologique.

Maldives

Résultats du recensement 2022

Le recensement met à jour les résultats obtenus lors de la dernière conduite de cet exercice, en 2014. Le nombre de résidents s'élève à 515 132, 382 639 Maldiviens (dont 50,8% d'hommes) et 132 493 ressortissants étrangers (dont 88,6%

d'hommes) ; 41% d'entre eux vivent dans la capitale, 46% dans les îles hors Malé, 10% dans les resorts.

98% des résidents maldiviens savent lire et écrire en divehi, 81% en anglais. Le niveau de formation le plus élevé atteint par ceux-ci est le secondaire (39%) ou le primaire (18%), 15% ont obtenu un certificat post-secondaire et 10% un diplôme ou davantage.

La population en âge de travailler est de 411 219 personnes (80% du total), dont 37% de femmes et 63% d'hommes ; 68% sont Maldiviens, 32% étrangers. Le taux d'activité est de 64%, 80% chez les hommes et 49% chez les femmes. Parmi les résidents maldiviens, le taux de chômage est de 5% (6% pour les femmes et 5% pour les hommes). Ils sont principalement employés dans l'hôtellerie/restauration ainsi que dans l'administration publique et la défense, tandis que les ressortissants étrangers travaillent d'abord dans l'hôtellerie/restauration puis la construction.

Le taux de fertilité a largement chuté, malgré des premiers mariages précoces (20 ans en moyenne pour les femmes et 24 ans pour les hommes), à 1,7 enfant par femme (6,4 en 1990, 2,8 en 2000 et 2,5 en 2014). Le foyer moyen compte 4,7 personnes (4,5 à Malé et 4,8 dans les atolls).

Croissance de 5,5% au T1 en glissement annuel

La hausse du PIB réel au T1 en g.a. est principalement tirée par le tourisme (2,9 p.p. ; le nombre de nuits passées par les touristes aux Maldives croît de 15,0% en g.a.), les transports et communications (0,8 p.p.), qui bénéficient eux-mêmes de la reprise touristique ainsi que des activités d'entrepôt, et la construction (0,6 p.p.). Le PIB réel maldivien progresse de 3,7% en glissement trimestriel. La Banque centrale et le ministère des Finances maldiviens projettent une croissance de 9,4% en 2023, après 13,9% en 2022. Le FMI et la Banque mondiale ont des projections de 7,2% et 6,6% respectivement.

Népal

La Banque asiatique de Développement octroie deux nouveaux prêts au Népal

Un nouveau prêt concessionnel de 300 M USD de la Banque asiatique de Développement (BAsD) visant à améliorer la connectivité et la logistique au Népal a été approuvé lors d'une réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue mardi dernier. Un autre prêt de la BAsD, d'un montant de 50 M USD, a également été approuvé au titre de l'aide budgétaire dans le cadre d'un programme de réformes visant à améliorer les procédures douanières et le secteur de la logistique au Népal. Selon la BAsD, le projet appuiera la mise en œuvre du plan actuel de réformes de la modernisation du système douanier grâce à l'introduction de technologies numériques, notamment le paiement électronique des droits de douane, des taxes, et la soumission électronique des documents d'exportation.

Pakistan

Le Conseil d'administration du FMI approuve l'accord de confirmation (SBA) de neuf mois de 3 Mds USD

Le communiqué officiel du FMI insiste sur les points suivants :

- le pays devra se conformer à une grande discipline budgétaire, s'assurer de la viabilité de la dette publique, tout en protégeant les dépenses sociales essentielles ;
- le taux de change devra être déterminé par le marché pour absorber les pressions extérieures, la Banque centrale (SBP) doit mettre en œuvre une politique monétaire suffisamment stricte afin d'induire un recul du niveau de l'inflation ;
- des progrès sont attendus en matière de réformes structurelles (secteur de l'énergie, entreprises publiques, résilience climatique).

La première tranche du SBA sera prochainement décaissée par le Fonds. Son montant se portera à 894 M DTS (soit environ 1,2 Md USD).

Les équipes du FMI ont rencontré les différents partis politiques afin de s'assurer qu'il existe un consensus transpartisan concernant le SBA

Mme Ruiz, la Cheffe de la mission résidente du FMI au Pakistan, a déclaré qu'elle avait rencontré les représentants des principaux « partis de gouvernement » pakistanais, le jeudi 6 juillet dernier (les responsables du PML-N de Sharif, du PPP de Bilawal Bhutto Zardari et le PTI d'Imran Khan).

Les dirigeants du PPP et du PML-N, membres de la coalition au pouvoir, ont naturellement indiqué qu'ils s'assureraient de la réussite du programme intérimaire du FMI. Dans un communiqué publié à l'issue de la rencontre avec Imran Khan, le PTI a indiqué « qu'il approuvait les objectifs généraux et politiques principaux du SBA et notamment l'objectif d'augmenter les dépenses sociales ».

En commentaire, la presse (i) souligne le fait que c'était la première fois que le FMI avait effectué ce type de démarche au Pakistan ; (ii) remarque que les partis islamistes Jamiat Ulema-e-Islam (JUI-F) -qui fait partie de la coalition actuelle- et le Jamaat-e-Islami, qui est dans l'opposition n'ont pas été approchés par les équipes du Fonds monétaire international.

Augmentation des réserves de change de la State Bank of Pakistan à la faveur du dépôt de 2 Mds USD de l'Arabie saoudite et de 1 Md USD des Emirats arabes unis

Le Fonds saoudien de développement a annoncé le 11 juillet qu'il déposait 2 Mds USD auprès de la Banque centrale pakistanaise. De son côté, le gouvernement des Emirats arabes unis a communiqué le 12 juillet avoir effectué un dépôt de 1 Md USD auprès de la SBP. A la faveur des interventions saoudienne et émirienne, les réserves en devises du Pakistan sont ainsi remontées à 6,5 Mds USD.

Dans ce contexte, la « Exchange Companies Association of Pakistan » (ECAP) prévoit une appréciation de la valeur de la roupie pakistanaise par rapport au dollar américain de 274 PKR pour 1USD à 250 PKR.

Fitch Ratings a relevé la note de défaut de l'émetteur en devises étrangères à long terme du Pakistan de "CCC-" à "CCC"

Fitch Ratings considère que les émissions d'emprunts de 1,5 Md USD sur le marché et de 4,5 Mds USD auprès des banques commerciales, prévues dans le cadre de la loi de finances 2023/24 pourraient se révéler difficiles.

Si le gouvernement a déjà pris toutes les mesures politiques requises dans le cadre de l'accord de confirmation, l'agence de notation rappelle que le Pakistan a l'habitude de ne pas respecter ses engagements envers le FMI. Pour l'agence de notation, des faux pas politiques ne sont pas à exclure, que ce soit avant ou après les élections.

Selon le Rapport annuel de stabilité financière de la SBP pour l'année calendaire 2022, le secteur bancaire a été résilient à la dégradation de la conjoncture économique

(i) le secteur bancaire a connu une croissance de ses actifs de 19,1 %. Le risque de crédit est contenu : le ratio des prêts non performants bruts (NPL) a baissé à 7,3 % à la fin de CY22 contre 7,9 % à la fin de CY21. Le ratio des NPL nettes a légèrement augmenté à 0,8 % contre 0,7 % un an plus tôt, restant à l'un des niveaux les plus bas des deux dernières décennies.

(ii) les bénéfices après impôts des banques se sont améliorés au cours de l'année 2022, principalement en raison d'une augmentation des revenus d'intérêts. En conséquence, la rentabilité des capitaux propres (ROE) s'est améliorée pour atteindre 16,9 % au cours de l'année calendaire 2022, contre 14 % l'année précédente.

SBP : Une année 2022 difficile pour les entreprises de la microfinance

Selon la SBP, les indicateurs de qualité des actifs se sont détériorés au cours de l'année 2022 (le ratio des prêts non productifs bruts a atteint 6,7 % en 2022). Les entreprises de la microfinance (EMF) ont subi une perte de 17,2 Mds PKR (627 MUSD) en 2022.

Les dépenses d'exploitation élevées par rapport à des revenus limités ont entraîné une

dégradation du ratio d'adéquation des fonds propres des EMF à 10,9 % à la fin de 2022. La SBP attribue cette détérioration aux difficultés macroéconomiques auxquelles les pays a fait face en 2022 et aux effets des inondations de l'été 2022.

Le Premier ministre crée le « Conseil spécial de facilitation des investissements » (SFIC) qui est chargé d'orchestrer la « politique pakistanaise de l'investissement » (PIP) notamment dans le secteur agricole

Le Premier ministre rappelle les éléments essentiels qui figurent dans la « politique pakistanaise de l'investissement 2023 », mise en œuvre conjointement par le Chef du gouvernement et par le Chef d'Etat-major de l'armée de terre, le Général Syed Asim Munir :

- Convergence entre les politiques commerciale, industrielle et monétaire. Les investisseurs étrangers pourront notamment transférer l'intégralité de leurs bénéfices à l'étranger dans leur propre monnaie et bénéficieront d'une protection spéciale.
- Suppression de l'exigence d'un capital minimum pour les investissements étrangers.
- Investissements dans tous les secteurs pour les investisseurs étrangers dans tous les secteurs, hors liste négative [casinos, production d'armes, de munitions et d'explosifs, installations nucléaires, création monétaire et exploitation minière (le régime de contrat de partage de production à durée limitée est conservé)].
- Abolition des restrictions imposées aux promoteurs immobiliers étrangers et garantie que les droits des promoteurs étrangers sont équivalents à ceux des nationaux.
- En matière agricole, les investisseurs étrangers ont le droit de détenir une participation jusqu'à 60 % dans les projets agricoles et de 100 % dans les projets agro-industriels.
- La présentation de la politique pakistanaise de l'investissement a été suivie d'un séminaire inauguré conjointement par le Premier ministre et le Chef d'Etat-major (le « COAS ») appelant à une « nouvelle révolution agricole », après celle des années 60 et celle des années 2000 (révolution « blanche » dans le secteur du lait).

Des investisseurs potentiels des pays du Golfe, de l'ASEAN et de Turquie participaient à ce séminaire.

Sri Lanka

Sélection des conseillers financiers pour la restructuration de sept entreprises publiques

Capital Alliance Partners en collaboration avec Alvarez and Marsal ont été choisis pour conseiller la restructuration de Sri Lanka Insurance, Platinum Advisors en partenariat avec Colliers Singapore pour celle d'Hotel Developers (Hilton Colombo), et Deloitte India pour celles de Litro Gas et Canwill Holdings (Grand Hyatt Colombo). La SFI, branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, aurait par ailleurs été sélectionnée pour la restructuration de SriLankan Airlines, Sri Lanka Telecom et Lanka Hospitals.

Le Conseil des ministres approuve l'octroi d'une subvention française de 600.000 EUR (FASEP) pour la surveillance des déversements de pétrole en mer

Cette subvention servira au développement par l'entreprise française Collecte Localisation Satellites (CLS), filiale du Centre national d'études spatiales et de la Compagnie Nationale à Portefeuille, d'un système de détection via l'analyse d'images satellitaires des déversements de pétrole en mer. Le projet, approuvé le 10 juillet en Conseil des ministres, se fera en collaboration avec la Marine Environment Protection Authority (MEPA) sri lankaise, financé par une subvention FASEP (Fonds d'études et d'aide au secteur privé) du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique français. Dans un contexte d'augmentation constante du transport maritime, et alors que le port de Colombo est considéré comme le plus important de l'Océan Indien avec plus de 7M TEUs de capacité et deux nouveaux terminaux en cours de construction, ce système devra notamment permettre la détection des déversements de pétrole et le repérage des bateaux en cause. Le



programme comportera également une phase de formation des agents de la MEPA pour l'analyse et le traitement des données récoltées. Ce projet intervient alors que Sri Lanka a été confronté au cours des dernières années à plusieurs catastrophes maritimes, la plus importante étant le « X-Press Pearl disaster » en référence au bateau s'étant enflammé au large du port de Colombo en 2021 avec à son bord, entre autres, plus de 800 tonnes d'hydrocarbures, pour lequel une action en justice est actuellement en cours à Singapour.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Crédits photo : © DG Trésor